Togo

Généralités



Transparence:

31/100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)



Participation du Public:

0/100



Contrôle Budgétaire:

39/100

À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public.

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que les corps législatifs et les bureaux d'audit nationaux dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 8e édition de l'EBO couvre 120 pays.

*Dans l'Enquête sur le Budget Ouvert 2021, ce pays est évalué pour la première fois.

Visitez <u>www.internationalbudget.org/open-budget-survey</u> pour plus d'informations, y compris la méthodologie complète de l'EBO, les rapports globaux et régionaux 2021, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

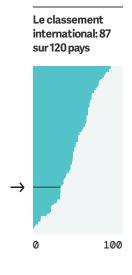


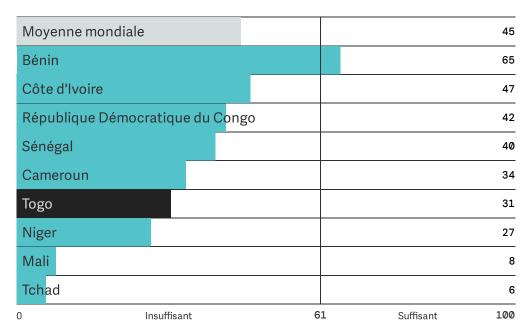
Transparence

Cette partie de l'EBO mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques. Elle évalue la disponibilité en ligne, la disponibilité à temps et l'exhaustivité de huit documents budgétaires clés en utilisant 109 indicateurs pondérés de manière égale et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. Un score de transparence de 61 ou plus indique qu'un pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget.

Le Togo a un score de transparence de 31 (sur 100).

Togo: La transparence par rapport aux autres







Togo: Disponibilité publique des documents budgétaires

KE	(
•	Accessible au public
	Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
0	Non produit

Document	2021
Rapport préalable au budget	
Projet de budget de l'exécutif	•
Budget approuvé	•
Budget des citoyens	•
Rapport en cours d'année	
Revue de milieu d'année	0
Rapport de fin d'année	0
Rapport d'audit	•



Togo: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

KEY
61-100 / 100
41-60 / 100
1 -40 / 100

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2021	Publiés avec retard
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2021	48
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2021	67
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public.	2020	42
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2020	Publiés avec retard
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2020	Non produit
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2019	Non produit
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2018	38



Recommandations

Le Togo devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publier en ligne et en temps utile le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP), ainsi que les rapports d'exécution semestriels, notamment les "Rapports d'exécution du budget de l'Etat".
- Produire et publier les Revue de milieu d'année et Rapport de fin d'année en ligne en temps utile. Des détails sur le contenu et les autres caractéristiques de ces documents sont disponibles ici: https://internationalbudget.org/publications/guide-to-transparency-ingovernment-budget-reports-why-are-budget-reports-important-and-whatshould-they-include/
- Inclure dans le Projet de budget de l'exécutif des données sur les prévisions macroéconomiques, ainsi que sur la situation financière du gouvernement, par exemple en incluant des informations sur les fonds extrabudgétaires et les finances publiques consolidées, les activités quasi-budgétaires, les transferts aux entreprises publiques et les actifs financiers et non financiers.
- Renforcer les aspects inclusifs et participatifs du processus de production du Budget des citoyens (BC) en formalisant un ou plusieurs mécanismes accessibles et faciles à utiliser pour les citoyens afin d'identifier les besoins du public en matière d'informations budgétaires à inclure dans le BC. La sensibilisation et l'engagement des citoyens dans le processus budgétaire peuvent également être favorisés par la publication de versions "citoyennes" d'autres documents budgétaires clés tout au long du cycle budgétaire.
- Renforcer la portée du Rapport d'audit en procédant à l'audit de tous les fonds extrabudgétaires relevant du mandat de l'ISC et en incluant un résumé analytique. En outre, pour promouvoir davantage les conclusions de l'ISC et les rendre plus accessibles aux citoyens et aux autres parties prenantes, l'ISC ou l'Assemblée devrait rendre compte publiquement des mesures prises par l'Exécutif pour donner suite à toutes les recommandations de l'audit.



Participation du public

L'EBO évalue les possibilités formelles offertes au public pour une participation significative aux différentes étapes du processus budgétaire. Elle examine les pratiques de l'Exécutif, du Législatif et de l'Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques (ISC) du pouvoir central à l'aide de 18 indicateurs à pondération égale, alignés sur les principes de participation du public à la politique budgétaire (Principles of Public Participation in Fiscal Policy) de l'Initiative Mondiale pour la Transparence Budgétaire, et attribue à chaque pays une note sur une échelle de 0 à 100.

La note du Togo pour la participation du public est de **0** (sur 100).

Togo: La participation du public par rapport aux autres

Moyenne mo	ondiale			14
République	Démocratique du Congo)		35
Bénin				28
Cameroun				11
Mali				7
Tchad				4
Côte d'Ivoire	9			4
<mark>Sé</mark> négal				4
Togo				0
Niger				0
0	Insuffisant	61	Suffisant	100

Pour plus d'informations sur les bonnes pratiques en matière de participation du public a travers le monde entier, veuillez consulter <u>ici</u>.



Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



Recommandations

Pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, le Ministère de l'economie et des finances du Togo devrait accorder la priorité aux actions suivantes :

- Expérimenter des mécanismes permettant de faire participer le public à l'élaboration du budget et/ou au suivi de son exécution.
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sousreprésentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent.

L'Assemblée Nationale du Togo devrait accorder la priorité aux actions suivantes :

- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit.

La Cour des Comptes du Togo devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la participation du public au processus budgétaire :

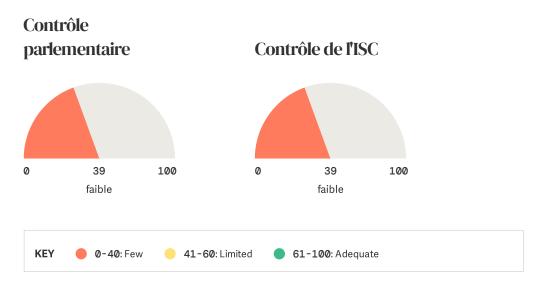
 Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.



Contrôle budgétaire

L'EBO examine le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du Togo exercent ensemble un contrôle faible au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **39** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous:



Recommandations

L'Assemblée Nationale du Togo assure le contrôle limité pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être priorisées :

 Le Projet de budget de l'exécutif doit être soumise au législatif au moins deux mois avant le début de l'exercice budgétaire.



- Dans la pratique, veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un déficit de recettes.
- Une commission législative devrait examiner l'exécution du budget en cours d'exercice, ainsi que le Rapport d'audit, et publier ses conclusions en ligne.

Pour renforcer l'indépendance et améliorer le contrôle par la Cour des Comptes du Togo, les actions suivantes sont recommandées :

- Pour renforcer davantage le système togolais des freins et contrepoids,
 l'approbation législative ou judiciaire devrait être requise pour la nomination et la révocation du/de la président-e de la Cour des Comptes.
- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes

Le Togo ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisanes pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

*Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.



Méthodologie

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou autres faits qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2020 ont été évalués dans l'EBO 2021.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant en matière de budget. Pour toute demande de reinseignements, veuillez contacter l'International Budget Partnership: info@internationalbudget.org
- Pour renforcer la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme.

